MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES
# Tunisie & Libye

Une publication du Service Économique Régional de Tunis
Semaine du 23 novembre 2026

**CHIFFRE À RETENIR**

**3,1%**

Le déficit courant tunisien en % du PIB, à fin septembre 2026, selon la BCT (contre 1,7% à fin septembre 2025)

# Tunisie

## Le déficit courant augmente à 3,1% du PIB à fin septembre, selon la BCT

Selon le dernier périodique de conjoncture de la Banque centrale de Tunisie (BCT), le déficit de la balance courante s'est élevé à 5,7 Mds TND à fin septembre (1,7 Md€), soit 3,1% du PIB (contre 1,7% du PIB un an plus tôt). Ce résultat est principalement attribuable à la détérioration de la balance des biens, dont le déficit (FAB/FAB) a augmenté de 15,1% sur un an pour atteindre 29,8 Mds TND à fin septembre (8,8 Mds€), en lien avec la forte hausse de la facture énergétique dans le contexte de la crise internationale de l'énergie, qui représente la moitié du déficit commercial. Dans l'ensemble, et grâce au solde excédentaire du compte de capital (0,6 Md TND, principalement des flux entrants sous forme de dons), le besoin de financement extérieur net de la Tunisie a atteint 5,1 Mds TND à fin septembre (1,5 Md€), principalement financé par : (i) des investissements directs nets entrants de 2,5 Mds TND (0,7 Md€ ; +3,2% sur un an, en lien avec la hausse des IDE dans les secteurs manufacturier et énergétique) ; et (ii) des « autres investissements » nets entrants de 3,6 Mds TND (1,1 Md€ ; en forte progression en raison des tirages sur les prêts du FMA et de l'Afreximbank, alors que les remboursements au titre la dette externe sont en baisse). À l'inverse, les investissements de portefeuille ont affiché des sorties nettes de 2,4 Mds TND (0,4 Md€), ce qui, au total, a contribué à une baisse des réserves de change de 1,4 Md TND (0,4 Md€), lesquelles se sont élevées à 23,7 Mds TND (7 Mds€) fin septembre 2026, soit 91 jours d'importations de biens et services. Pour rappel, en octobre, le FMI a relevé de 0,8 point sa prévision de déficit courant de la Tunisie pour 2026, désormais estimé à 4,9% du PIB.

## Selon l'OCDE, la pression fiscale atteignait 34,8% du PIB en 2024

Selon le rapport « Statistiques des recettes publiques en Afrique 2026 », publié le 24 novembre par l'OCDE, la Tunisie conserve la

1ère place en Afrique en matière de pression fiscale, avec des recettes fiscales (cotisations sociales comprises) estimées à 34,8% du PIB en 2024, devant les Seychelles (30,3%) et le Maroc (29,5%). Ce taux est supérieur à la moyenne des 39 pays africains étudiés, établie à 15,8%, et également à la moyenne des pays de l'OCDE, qui s'élève à 34,1%. Dans le détail, les recettes fiscales tunisiennes proviennent principalement des impôts sur les biens et services (12,6% du PIB) et sur les revenus et bénéfices (11,7% du PIB), ainsi que des cotisations de sécurité sociale (9,1% du PIB). Entre 2013 et 2024, la Tunisie figure parmi les pays africains affichant la plus forte progression de ses ressources fiscales intérieures, avec une hausse de 6,5 points de sa pression fiscale, portée principalement par l'IRPP (+3,5 points), la TVA (+1,4 point) et les cotisations de sécurité sociale (+0,9 point). Les données préliminaires pour 2025 indiquent toutefois un ratio en légère réduction, estimé à 34,3%.

## La BCT maintient son taux directeur à 7%

Réuni le 25 novembre, le conseil d'administration de la BCT a décidé de maintenir son taux directeur à 7%, au regard de la persistance des pressions inflationnistes et de l'accentuation des déséquilibres extérieurs. Sur le plan international, la BCT relève une détente relative des prix de l'énergie et des principales matières premières depuis début novembre. Toutefois, leurs niveaux demeurent élevés et pèsent sur les coûts de production et les prix à la consommation, dans un contexte de fortes incertitudes et de maintien d'une politique monétaire prudente des principales banques centrales. Sur le plan national, la croissance économique a ralenti à +1,9% en g.a. au T3 2026 (après +2,3% en g.a. au T2), notamment sous l'effet des perturbations de l'approvisionnement en électricité durant l'été. Par ailleurs, le déficit courant s'est creusé à 3,5% du PIB sur les dix premiers mois de 2026 (contre 1,7% un an auparavant), en lien avec l'alourdissement de la facture énergétique. Cette dégradation a pesé sur les réserves en devises, qui représentaient l'équivalent de 88 jours d'importation au 24 novembre. Enfin, l'inflation s'est stabilisée à 5,6% en g.a. en octobre, mais cette évolution masque la persistance de tensions latentes, avec une inflation sous-jacente (hors produits alimentaires frais et produits à prix administrés) à 5,1% pour le 4ème mois consécutif et une hausse des prix des produits alimentaires frais qui s'est accélérée à 13,2% en g.a.

## Déjà près de 60 M€ sur 170 décaissés dans le cadre de la ligne de crédit « Tunisie Relance Économique » de la BEI

L'UE et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ont présenté les premiers résultats de la ligne de crédit de 170 M€ à l'occasion des Rencontres Tunisie Relance Économique du 24 novembre. Signée en mars 2024 et opérationnelle depuis mai 2025, cette ligne de crédit a permis le financement de 457 entreprises tunisiennes pour un montant total d'environ 60 M€. Elle a pour objectif de relancer l'investissement des entreprises en améliorant l'accès des PME et ETI tunisiennes au financement à moyen et long terme à conditions avantageuses. Elle est mise en œuvre par la BCT par l'intermédiaire de six partenaires financiers : Amen Bank, Bank ABC Tunisie, Banque de Tunisie, UBCI, ATL et Tunisie Leasing & Factoring. Près de 90% des entreprises bénéficiaires sont des PME, et les financements sont répartis dans 23 des 24 gouvernorats tunisiens, alors que plus de la moitié des entreprises soutenues sont situées dans des zones de développement régional.

L'industrie représente 33% des financements, devant la santé (14%), et l'énergie (12%). En complément, les entreprises éligibles peuvent également bénéficier d'une prime d'investissement allant jusqu'à 10% du financement obtenu, dans la limite de 50 k€, financée par une subvention de l'UE et mise en œuvre par Expertise France dans le cadre du projet Rawafed+.

## Le gouvernement tunisien annonce un plan d'urgence sur trois mois pour relancer la production de phosphates

Le ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Salah Zouari, a annoncé le lancement d'un plan d'urgence de trois mois, jusqu'en janvier 2027, visant à financer la relance de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) et du Groupe chimique tunisien (GCT). Le dispositif repose notamment sur des crédits garantis par l'État avoisinant 500 M TND (environ 150 M€), déjà en cours d'utilisation pour régler les créances des entreprises intervenant dans la filière, et sur 240 M TND (71 M€) d'investissements dont la mise en œuvre a été engagée. L'objectif est de porter la production de phosphate commercial à 4,3 Mt en 2027, contre 2,8 Mt prévus en 2026, alors que la production nationale s'est réduite de 13,6% sur un an à fin août selon la BCT. Le ministre a également indiqué que l'usine de Mdhilla 2, d'une capacité d'environ 700 kt, devrait entrer en exploitation l'année prochaine. Au-delà de l'urgence, un programme de développement à l'horizon 2035 prévoit la réhabilitation des unités de production et de transformation, l'achèvement des projets en cours, ainsi que la modernisation du transport du phosphate (développement du transport hydraulique et restructuration de la Société tunisienne de transport des matières minières).

## La BAfD accorde un prêt de 71 M€ pour un complexe de traitement et de réutilisation des eaux usées à Monastir

Le conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), réuni le 25 novembre à Abidjan, a accordé un prêt de 71 M€ à la Tunisie pour la construction du complexe épuratoire de Monastir Nord. Ce financement sera complété par un prêt de 17 M€ et un don de 1,2 M€ issus du Mécanisme de financement du Processus de Rome/Plan Mattei, un fonds spécial multidonateurs créé en 2025 et administré par la BAfD pour financer des projets d'infrastructures vertes en Afrique, et soutenu par l'Italie, les Émirats arabes unis et le Danemark. L'Office national de l'assainissement (ONAS), qui met en œuvre le projet, contribuera également à hauteur de 8,7 M€. Ce projet, d'un montant total de 97,9 M€, prévoit la réalisation de deux stations d'épuration : une d'une capacité de 13 200 mètres cubes par jour, qui traitera les eaux usées domestiques, et la seconde, d'une capacité de 6 000 mètres cubes par jour, qui prendra en charge les effluents industriels. Il permettra de remplacer la station d'épuration de Sayada, vise à améliorer le traitement des eaux usées et leur réutilisation dans l'agriculture et l'industrie, et contribuera à réduire les rejets polluants dans la baie de Monastir. Ce nouveau complexe devrait permettre d'améliorer l'environnement d'environ 80 000 habitants de la région, d'irriguer environ 70 hectares de terres agricoles et d'approvisionner au moins six entreprises industrielles en eau traitée. Le projet comprend également des installations photovoltaïques d'une puissance d'environ 3,6 mégawatts-crêtes, qui couvriront près de 30 % des besoins électriques du complexe. Le projet s'inscrit dans le Plan national de développement 2026-2030 de la Tunisie, la

stratégie nationale « Eau 2050 » et le Document de stratégie pays 2024-2029 du Groupe de la BAfD.

# Libye

## Le rapport 2025 du Bureau d'audit pointe les fragilités de la gestion des finances publiques

Le Bureau d'audit libyen a publié, le 23 novembre, son rapport annuel 2025, dressant un état des lieux des finances publiques et de la gestion des institutions étatiques, à l'issue d'un audit de plus de 500 organismes publics. Sur le plan financier, les recettes de l'État auraient atteint 165,7 Mds LYD (27,7 Mds€), contre 171,1 Mds LYD (28,5 Mds€) de dépenses, faisant apparaître un déficit de 5,4 Mds LYD (0,9 Md€). Le rapport met particulièrement en évidence le poids croissant de la masse salariale, qui aurait atteint 73,3 Mds LYD (12,2 Mds€), en hausse de 120% par rapport à 2021. Les dépenses consacrées aux subventions se seraient quant à elles élevées à 65,9 Mds LYD (11 Mds€), soit plus de trois fois les dépenses de développement, limitées à 20 Mds LYD (3,3 Mds€). Le Bureau relève également des dysfonctionnements dans la gestion des ressources publiques, notamment dans le secteur pétrolier. Les engagements financiers de la NOC et de ses filiales approcheraient ainsi les 35 Mds LYD (5,6 Mds€) pour les exercices 2024 et 2025, tandis que 3,6 Mds LYD (0,7 Md€) de recettes issues de la vente de carburants entre 2023 et 2025 n'auraient pas été reversés au Trésor public. Pour rappel, le FMI a pour sa part estimé le déficit public libyen 2025 à 72,1 Mds LYD (12 Mds€, soit 30,5% du PIB) y incluses les dépenses publiques extra-budgétaires.

## Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

| | 2025 | 2026 (p) | 2027 (p) |
|---|---|---|---|
| PIB nominal, en Mds USD | 57,3 | 62,7 | 62,9 |
| Croissance du PIB réel, en % | 2,7 | 2,4 | 2 |
| Taux d'investissement, en % du PIB | 9,8 | 8,9 | 8,8 |
| Taux d'épargne, en % du PIB | 6,5 | 4 | 3,5 |
| Taux d'inflation annuel moyen, en % | 5,3 | 5,5 | 6,3 |
| Solde budgétaire, en % du PIB | -5,3 | -8,6 | -7 |
| Recettes publiques, en % du PIB | 29,0 | 29,0 | 28,6 |
| Dépenses publiques, en % du PIB | 34,2 | 37,6 | 35,6 |
| Dette publique, en % du PIB | 81,7 | 86,1 | 89,8 |
| Solde courant, en % du PIB | -3,3 | -4,9 | -5,3 |

*Source : WEO d'octobre 2026 (FMI)*
*Note : Les données en couleur correspondent aux variations absolues par rapport au WEO d'avril 2026.*

## Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

| Indicateurs macroéconomiques | Période | Valeur | Var. par rapport à la période précédente |
|---|---|---|---|
| Croissance du PIB réel, en g.a., en % | T3 2026 | 1,9% | -0,4 p.p. |
| Taux de chômage, en % de la pop. active | T3 2026 | 15% | +0,1 p.p. |
| Taux d'inflation, en g.a., en % | Octobre 2026 | 5,6% | stable |
| Recettes touristiques cumulées, en Mds TND | Au 20/11/2026 | 7,5 Mds TND | +2,7% en g.a. |
| Revenus du travail cumulés, en Mds TND | Au 20/11/2026 | 8,1 Mds TND | +3,8% en g.a. |
| **Indicateurs monétaires et financiers** | **Période** | **Valeur** | **Var. en g.a.** |
| Taux d'intérêt directeur, en % | Depuis le 07/01/2026 | 7,00% | -100 pdb |
| Réserves de change, en jours d'importations | Au 25/11/2026 | 88 jours | -18 jours |
| USD/TND | Au 24/11/2026 | 3,08 | +4% |
| EUR/TND | Au 24/11/2026 | 3,37 | -1,1%* |

** Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.*
*Sources : INS, BCT*

## Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

| | 2025 | 2026 (p) | 2027 (p) |
|---|---|---|---|
| PIB nominal, en Mds USD | 44,7 | 56,9 | 55,7 |
| Croissance du PIB réel, en % | 15,9 | 3,3 | 2,9 |
| Taux d'investissement, en % du PIB | 28,1 | 24,2 | 23,5 |
| Taux d'épargne, en % du PIB | - | - | - |
| Taux d'inflation annuel moyen, en % | 1,8 | 14,1 | 16,1 |
| Solde budgétaire, en % du PIB | -30,5 | -22,5 | -23,6 |
| Recettes publiques, en % du PIB | 71,2 | 70,2 | 68,0 |
| Dépenses publiques, en % du PIB | 101,7 | 92,7 | 91,6 |
| Dette publique, en % du PIB | 153,8 | 125,2 | 132,1 |
| Solde courant, en % du PIB | 1,1 | 0,9 | 0,4 |

*Source : WEO d'octobre 2026 (FMI)*
*Note : Les données en couleur correspondent aux variations absolues par rapport au WEO d'avril 2026.*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : S'inscrire

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.